

ARCHAÏQUEMENT VÔTRE...

Les abonnés de notre journal savent avec quelle persévérance nous avons constamment combattu toutes les formes de tentatives de démantèlement du syndicalisme ouvrier confédéré. Aucun pouvoir ne peut accepter définitivement que les salariés se constituent en force organisée. Aucun état ne peut accepter sans réagir que les ouvriers, existent en tant que classe, par leurs syndicats ou partis indépendants.

Le mouvement syndical de ce pays a toujours eu à résister aux mille et une propositions tendant à le transformer en rouage de l'état, en courroie de transmission, en même temps qu'il lui fallait s'opposer à la pratique du syndicalisme d'entreprise fondamentalement contradictoire au syndicalisme de classe. Stalinisme et catholicisme social portent plus particulièrement la responsabilité de l'offensive obstinée contre l'indépendance de la classe ouvrière.

Directement ou indirectement, par l'action de leurs propres organisations, ou en investissant d'autres, en plaçant leurs militants jusqu'au plus haut niveau de l'état, généralement en accord avec le patronat sur l'essentiel, leur intervention n'a jamais cessé. Hormis les périodes de répression brutale (occupation - Etat français - Charte du travail) les militants ouvriers ont toujours réussi à sauvegarder l'essentiel. Mais s'ils l'ont réussi, ce n'est pas par hasard. C'est entre autre, (et pour ne citer que la période qui commence à la fin de la deuxième guerre mondiale), parce que la CGT-FO existe et qu'elle a su répondre comme il convenait à toutes les tentations intégrationnistes.

Association capital-travail, cogestion, participation, autogestion, droit d'expression, actionnariat ouvrier, partenariat, le vocabulaire ne manque pas pour exprimer cette volonté permanente de tenter de gommer cette réalité: la lutte des classes existe (1).

A sa façon, Monsieur SUDREAU traduisait ainsi cette volonté dans son rapport sur la «réforme de l'entreprise» (1975): *«Les règles réformatrices doivent laisser une grande souplesse de choix et d'organisation; en outre, s'il faut sûrement chercher à transcender les positions syndicales et patronales, il faut avoir le réalisme de considérer que rien ne peut être accompli sans un minimum d'adhésion et de confiance».*

Propos que peuvent reprendre à leur compte Monsieur DE CLOSET et tous les flexibilisateurs, qui n'ont décidément rien inventé.

A une autre période et, au-delà de ses divergences sur d'autres plans avec VICHY, Paul BONCOUR, (qui faisait parti des 80 opposants à Pétain à l'Assemblée nationale), écrit dans ses mémoires:

«Il n'ai pas jusqu'à certaines mesures de ce gouvernement sans base et sans nom dont il sera possible de se saisir et de faire servir à d'autres fins...»

Je n'en veux que deux exemples mais qui touchent deux des bases essentielles de la reconstruction de l'Etat: organiser la profession, rendre la vie à la Région...»

Et Paul BONCOUR, qui avait fait des travaux sur le «fédéralisme professionnel» poursuit ainsi:

«Face à VICHY (quelle ironie!) ce que j'ai préconisé pendant quarante ans de jeunesse et de vie publique est en train de se dessiner: l'organisation de la Profession». (Entre deux guerres: souvenirs sur la 3ème république - P. BONCOUR).

Plus près de nous, en 1969, la tentative d'instaurer un état néocorporatiste par la régionalisation et la transformation des syndicats en appendices étatiques, échoua, notamment parce que la classe ouvrière approuva massivement les décisions syndicales en votant «non» au référendum gaulliste.

(1) Existera-t-elle toujours? C'est un autre débat.

Aujourd'hui, ce que la «*droite*» en son temps, n'a pu totalement réaliser, la «*gauche*» au pouvoir pendant 5 ans s'en est chargée, dans une parfaite continuité.

L'organisation de la décentralisation, le soutien à l'idéologie des mouvements d'usagers, les conseils d'école, la gestion tripartite, l'abandon des principes de laïcité, l'adoption le 19.11.85 par les députés PS et PCF de la loi AUROUX aggravée sur «*le droit d'expression des salariés*», le vote bloqué sur «*l'aménagement du temps de travail*», l'extraordinaire campagne antisyndicale mobilisant tous les médias, dans le même temps ou le C.N.P.F., annonce clairement son intention d'individualiser les salaires pour faire éclater les conventions collectives, la basse manoeuvre vraisemblablement décidée dans les sphères gouvernementales' de déstabiliser la CGT-FO par «*Libération*» interposé (2) voilà autant d'événements qui, loin d'être fortuits, démontrent que nous avons à faire à une des plus formidables attaque frontale que la classe ouvrière et le syndicalisme de classe indépendant, ont eu à subir au cours de leur existence. L'histoire - et les travailleurs - retiendront que c'est sous un gouvernement de «*gauche*» (?) que cela s'est produit. Dans ces conditions, les hésitations, les atermoiements ne sont plus de mises. A l'U.A.S., ils ne l'ont jamais été. C'est donc tout naturellement et sans tergiversation aucune, que nous affirmons notre continuité dans l'archéo-syndicalisme: nous continuerons à essayer de renforcer les syndicats dans lesquels nous militons. Nous essaierons d'en constituer de nouveaux.

Nous poursuivrons nos explications: le syndicat est constitué par l'association volontaire des salariés qui se regroupent pour défendre leurs intérêts matériels et moraux, face à l'état et au patronat, en toute indépendance. Le syndicat concrétise son action par la conclusion de contrats collectifs, qui sont autant de compromis à un moment donné, mais qui sont la représentation exacte de ce que la capacité syndicale a été capable de réaliser: c'est ce qu'on appelle le rapport des forces. Nous continuerons à oeuvrer pour que se développe un authentique mouvement laïque.

En tant qu'individus, nous persévérons pour apporter notre contribution dans d'autres mouvements qui ont des préoccupations voisines des nôtres.

Nous observons avec beaucoup d'attention et d'intérêt, les efforts de milliers de militants ouvriers, qui poursuivent la reconstruction d'une force politique ouvrière indépendante, pour combler le vide créé par la politique du PS et du PCF, en dépit de résultats électoraux qui ne sont certainement pas à la mesure des efforts et des espoirs de ces camarades. Résultats qui méritent une analyse approfondie, que pour notre part, à l'UAS, nous ne manquerons pas de faire. En tout état de cause, au-delà de la sécheresse des chiffres, il y a les réalités, et notamment le fait essentiel que «*droite*» et «*gauche*» sont condamnés, sous une forme ou une autre, à cohabiter pour tenter d'imposer le consensus social baptisé par Edmond MAIRE, «*ORDRE SOCIAL PUBLIC*».

C'est donc sur des bases simples et traditionnelles que nous poursuivrons nos efforts, aux côtés de tous ceux qui n'abdiquent pas: défense inconditionnelle de l'indépendance syndicale, donc refus de toute forme d'intégration, défense du contrat collectif, de la laïcité de l'école et de l'état, respect des libertés démocratiques, donc opposition à la «*démocratie participative*» ou «*implicative*».

Et puis, les militants ouvriers savent faire la différence entre les actions commandos de division du couple PC-CGT, et les mouvements réels et profonds qui, de ci, de là, se produisent dans quelques secteurs. En ce sens les grèves générales des cheminots en octobre dernier, et plus près de nous, celles de la RATP sont révélatrices. Ce n'est pas un hasard si ces faits importants, deux grèves générales dans deux corporations, n'ont pas mobilisé les médias autant que Monsieur DE CLOSET.

L'essentiel est qu'elles aient été perçues par de nombreux travailleurs comme l'exemple «de ce qu'il faudrait faire». C'est ainsi qu'ils expriment... pour l'instant. On peut nous dire qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, et que nous aurions tort de prendre nos désirs pour des réalités. Certes! Personne ne peut prévoir quelles seront les réactions, et à quels moments elles se produiront, d'une classe ouvrière, qui en tout état de cause n'est pas vaincue, et qui peut donc encore créer bien des surprises, comme à d'autres périodes de son histoire.

Jo. SALAMERO.

(2) Avec le soutien de «*l'Ecole Libératrice*», organe officiel du SNI, du 7.12.85; nous nous en souviendrons.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE...

La non-parution de notre publication pendant plusieurs mois ne signifie nullement que nous sommes restés inactifs pendant cette période riche en événements directement liés au processus de la lutte des classes. Au-delà des seuls problèmes concernant les garanties contenues dans le code du travail et les conventions collectives, la négociation sur la flexibilité portait en réalité sur la recherche par le C.N.P.F. et le gouvernement, du consensus pour la cogestion de leur crise économique et politique. L'ensemble des organisations syndicales a refusé de signer un accord qui entérinait leur intégration, donc leur capitulation.

Dans les entreprises, dans les syndicats, les militants de la classe ouvrière ont réagi comme il convenait, et dans cette bataille, les anarcho-syndicalistes ont tenu leur place, toute leur place, celle que leur confèrent les responsabilités syndicales confiées par les adhérents de leurs syndicats respectifs.

Il en est de même dans l'indispensable résistance qui s'organise pour la laïcité de l'école et de l'Etat, battue en brèche par le Gouvernement et ses alliés de la F.E.N. et de la F.C.P.E. Résistance qui se développe grâce entr'autres aux pôles de regroupements que constitue la F.C.D.L. ou la *Libre Pensée*, mais aussi grâce à la construction largement amorcée, et désormais irréversible, du syndicalisme enseignant à travers la F.N.E.C.-F.O. et ses syndicats.

Là-aussi, nous sommes présents et notre participation à ces actions est loin d'être négligeable.

Comment pourrions-nous être absents de la gigantesque bataille qui se livre aujourd'hui, et dont l'enjeu est l'existence même d'organisations indépendantes de la classe ouvrière, notamment sur le plan syndical? C'est parce que nous ne séparons pas nos intérêts de ceux de la classe ouvrière, parce que notre combat pour l'indépendance ne date pas d'aujourd'hui, que nous occupons une place irremplaçable dans le mouvement ouvrier.

Non seulement pas nous ne disparaissions pas, nous n'abdiquons pas, mais nous nous développerons.

ENCORE DISPONIBLE...

Le numéro 1 des *Cahiers des Amis d'Aristide LAPEYRE*
Publication semestrielle de l'Association des Amis d'Aristide Lapeyre
7, rue du Muguet - 33000 BORDEAUX CCP Bordeaux 5.735.68 M
Abonnements: 30fr. 4 numéros
Adhésions: 100fr.. par an
(abonnement compris)

VERTUS MORALES...

Sous la rubrique «*Le temps bien employé*», la brochure «*Spiritualité du travail*», éditée en 1959 par le «*Cahier chrétien de la fonction publique*», invite le lecteur à une intense réflexion intérieure:

«*Tous les auteurs spirituels soulignent la valeur de l'instant présent: elle détermine la valeur de notre éternité. C'est la seule période du temps qui soit entre nos mains: cet instant si lourd et si légèrement gaspillé doit être lesté d'actes réels répondant à ce qui est attendu de nous. S'il nous faut éviter la fièvre et la précipitation, sentons l'autre part quelle dette énorme nous contractons en musardant, en rêvassant, en n'allant pas à l'essentiel, en multipliant les gestes oiseux pour nous excuser de notre lâcheté à prendre de front la véritable difficulté du travail: cinq minutes gaspillées par chaque travailleur dans une usine font des millions par jour. Combien vaut chacune de nos minutes? L'honnêteté et la conscience professionnelles sont en cause*».

Et pour mieux mortifier le coupable salarié, de lui proposer d'effectuer le ratio suivant:

Traitement annuel / (2.000 x 60) = prix de la minute

Certes, c'était en 1959. L'*Union nationale des fonctionnaires catholiques*, mouvement d'*Action catholique*, s'adressait alors spécifiquement aux chrétiens, limitant d'autant la portée du message. *Vatican II* allait permettre d'élargir et de moderniser le discours des catholiques sociaux, amplifié par leurs compagnons de route et le patronat. On parle à présent plus aisément d'implication du salarié dans la communauté de travail, de réconciliation du travailleur avec l'entreprise, de cercles d'expression et autres conseils d'atelier, de temps choisis, etc... L'évolution de langage en deux décennies est énorme... mais le fond reste le même: rentabilisation et intégration des exploités.

B. ROUSSELOT.

«DE L'ECOLE» par Jean-Claude MILNER: DES ARGUMENTS PERTINENTS...

Cet article a été refusé par la rédaction du "Monde Libertaire". Nous voudrions croire que ce n'est pas par sympathie pour les réformateurs pieux. Mais cela nous permet d'attirer à nouveau l'attention sur cet ouvrage intéressant et toujours d'actualité.

L'Anarcho-syndicaliste.

Toute société, quelles que soient ses structures, le régime social qui la soutend, ne peut que disparaître où se fossiliser si elle n'organise pas tant soit peu l'acquisition de connaissances et la transmission de ces acquis qu'on appelle un peu pompeusement le savoir.

Les obscurantistes préfèrent s'inquiéter, cela va de soi, de transmettre des idéologies, c'est-à-dire des discours justificatifs et, par voie de conséquence, privilégient l'éducation par rapport à l'enseignement. Les cléricaux modernistes ont une large part de responsabilité dans le confusionnisme qui règne actuellement en matière de transmission des savoirs, aussi Milner - dénonçant au passage la récupération (donc le dévoiement) de certains thèmes libertaires - ne se prive pas de fustiger les réformateurs pieux et la presse missionnaire (principalement *Le Monde* et *Le Nouvel Observateur*) à propos de laquelle il faut observer que: «quand il s'agit de l'école, la presse missionnaire n'est pas une presse d'information, mais une presse d'opinion... non seulement la presse missionnaire a une opinion sur l'école, mais cette opinion est radicalement hostile à l'école» (3). Quoiqu'on puisse penser de son argumentation, ce linguiste séduit par son souci de rigueur intellectuelle.

Il attaque bille en tête le snobisme ambiant, les ringards bien-pensants de l'éducationnisme. Sur le confusionnisme: «...les laïques purs et durs, les plus intransigeants, n'ont plus à la bouche que des propos de prêtres: il n'est plus question, à propos des collègues, que d'épanouissement, de lieux de vie, d'ouverture à autrui, d'ouverture au monde, etc...» (4).

Sur la pédagogie: «L'inclusion de la pédagogie (ou des sciences de l'éducation) dans la formation des enseignants n'est rien moins qu'une intrusion dans les croyances privées» (5).

Sur l'affectivité dans l'école: «...un enseignant qui fait bien son travail doit avoir le droit de ne pas aimer les enfants» (6).

Sur le néo-paternalisme abject à l'égard des immigrés: «Les bougnouls sont comme les chiens, s'écrie le raciste ordinaire; mais le pieux et sentimental antiraciste pense et dit exactement la même chose, surtout quand il s'occupe d'enseignement: comme pour les chiens, il faut apprendre à vivre avec les immigrés («vivre ensemble», n'est-ce pas?), et pour y parvenir il faut, comme pour les chiens, les aimer très fort. Comme pour les chiens, enfin, il ne faut leur apprendre que ce qui les concerne: disons, pour être bref, le caniveau. Transformer l'école en caniveau pour immigrés, tel est le programme populiste, auquel concourent les réformateurs pieux: c'est abominable» (7).

Sur la normalisation par l'ignorance: «Pour que l'école résiste à l'inégalité, il ne faut pas qu'elle soit égalitaire, il faut qu'elle soit inégalitaire» (8). Sur le totalitarisme implicite des thèses éducationnistes: «La

(3) Jean-Claude MILNER, De l'école, Seuil, p. 44. (4) Ibid. 39. (5) 110. (6) 111. (7) 98. (8) 103 n.

pédagogie est devenue le dernier mot de l'école, et l'éducation son but suprême. Or, on l'a déjà noté, ce sont là des concepts totalitaires: ils impliquent l'engagement total de ceux qui en sont saisis» (9).

Quant à ceux qui tombent en pâmoison devant le système scolaire américain, il leur est rappelé que «*ce sont les systèmes secondaires des pays européens qui pallient la nullité des high schools américaines*», une des causes de cette nullité étant que «*l'enseignant américain est littéralement au service des étudiants qui, rappelons-le, sont des clients payants*» (10). Il est remarquable que si la plupart des prix Nobel travaillent aux U.S.A., ils ont généralement été formés ailleurs et principalement en Europe (Allemagne, France et Grande-Bretagne).

Terminons sur cette dénonciation justifiée et juteuse de l'infiltration néo-cléricale dans l'enseignement: «*L'histoire du syndicalisme chrétien dans l'université - nommément du SGEN - n'est rien d'autre que la transition constante du mépris modeste de certains savants à l'égard de leur propre savoir au mépris arrogant de quelques ignorants à l'égard du savoir des autres*» (11).

Selon les opinions, les chapitres, l'humeur du moment, on sera excédé ou enthousiaste en lisant Milner, on ne sera jamais indifférent.

(9) 117. (10) 114. (11) 138.

Marc PRÉVOTEL.

QUELQUES BIOGRAPHIES ÉDIFIANTES DE NÉO-CLÉRICAux BIEN TRANQUILLES...

1. René RÉMOND:

Né le 30 septembre 1918 à Lons-le-Saunier (Jura) de Paul Rémond, directeur d'entreprise, et de Cécile Godbillon. Il fit ses études secondaires et supérieures à Paris: lycées Condorcet et Louis-le-Grand, Ecole Normale Supérieure. Agrégé d'histoire et docteur ès lettres. Marié, 3 enfants.

- 1943-1946: responsable universitaire de la J.E.C. (*Jeunesse Etudiante Chrétienne*).
- 1946-1947: secrétaire général de la J.E.C.
- 1946-1949: vice-président général de l'A.C.J.F. (*Association Catholique de la Jeunesse Française*).
- 1949: assistant à la faculté des lettres de Paris.
- 1953 : attaché de recherche au C.N.R.S.
- 1955: assistant à la faculté des lettres de Clermont-Ferrand.
- 1956: directeur d'études et de recherches à la *Fondation nationale des sciences politiques*.
- 1960?: professeur à l'*Institut d'Etudes Politiques de Paris*.
- 1960?: membre de la commission générale des *Semaines Sociales*.
- 1964: maître de conférence à la faculté des lettres de Paris (Nanterre).
- 1965: professeur titulaire à la faculté des lettres de Paris (Nanterre).
- 1965?: président du C.C.I.F. (*Centre Catholique des Intellectuels Français*).
- 1965-1968: membre du comité des programmes de télévision de l'O.R.T.F.
- 1967-1975: membre du comité national de la recherche scientifique.
- 1968-1972: membre du conseil d'administration de l'O.R.T.F.
- 1969: assesseur du doyen de la faculté des lettres de Paris (Nanterre).
- 1970: doyen.
- 1970-1977: membre du comité consultatif des universités.
- 1971-1973: membre du conseil de développement culturel.
- 1971-1976: président de l'université Paris X (Nanterre).
- 1974-1975: premier vice-président de la conférence des présidents d'université.
- 1975-1978: membre du conseil d'administration de Radio-France.
- 1975-1979: membre du *Conseil Supérieur de la Magistrature*.
- 1978-1982: président de la *Fédération des organismes de communication sociale*.
- 1979?: vice-président du comité des sciences sociales de l'UNESCO.
- 1980-1982: membre du comité national de la recherche scientifique.
- 1981?: *président de la Fondation nationale des sciences politiques*.

- 1982?: membre du conseil d'administration d'Antenne 2.
 - Président d'honneur de la *Société d'Histoire Moderne*.
 - Président de l'*Institut d'Histoire du temps présent*.
 - Co-directeur de la *Revue historique*.
- Interview autobiographique: «Vivre notre histoire», Le Centurion, Paris 1976.

NOTA: Il est probable que les biographies socio-politiques que nous commençons à publier sont incomplètes. Merci d'avance à nos lecteurs qui nous permettront de les améliorer.

M.P.

PERENNITE DE LA QUESTION SOCIALE...

Quand Michel Sapin, député PS de l'Indre (13) affirma en 1983 dans un rapport sur «*la place et le rôle des usagers dans les services publics*»: «*Les organisations syndicales deviennent gênantes, voire néfastes*», on ne pouvait pas lui donner totalement tort! Il existe en effet dans ce pays une tradition syndicaliste - saint Edmond Maire parle même avec mépris de «*tradition anarcho-syndicaliste*», bien qu'il n'ait pas hésité à s'en réclamer dans les années soixante-dix! - qui ne peut évidemment cadrer avec les ambitieux projets gouvernementaux de soumettre docilement la classe ouvrière aux restructurations capitalistes. Le syndicalisme, tout ou moins celui qui se réclame de l'indépendance de classe des travailleurs et donc de la spécificité de leurs intérêts matériels et moraux, apparaît vite comme une entrave à la mise en place d'une politique sociale dirigiste et intégrationniste dont les grands principes ont été largement puisés dans la doctrine sociale de l'Eglise... infiltration oblige. Et en effet la «*nouvelle citoyenneté*» s'accommode mal de ces «*syndicalistes archaïques*» qui constatent que l'exploitation continue... et donc avec elle la lutte des classes. L'antisyndicale loi Auroux sur l'«*expression des travailleurs*», même taxée d'«*avancée démocratique dans l'entreprise*», ne résiste pas aux faits et son échec grandissant, dont nous nous réjouissons, en est une illustration.

Le gouvernement de gauche, bien vite relayé sur le terrain par le patronat, n'a pas ménagé ses efforts pour atteindre en profondeur le syndicalisme: remise en cause de la négociation collective, blocage autoritaire des salaires, tentatives plus ou moins directes de localiser, d'individualiser les droits des salariés. Or c'est au moment où le plan Delebarre, suite logique de l'une des lois Auroux de 1982 instituant le principe d'accords dérogatoires au niveau de l'entreprise, tranche dans le Code du travail pour adapter les horaires et les salaires aux seuls impératifs des profits, dans un contexte général où l'on sent toujours plus précisément les dangers qui guettent les conquêtes sociales, que certains décident de donner un petit coup de pouce à l'histoire. Une campagne antisyndicale, parfois larvée, parfois brutale, suppure par tous les pores du réseau médiatique: éditorialistes brochant sur une «*crise du syndicalisme*», chroniqueurs chantant les louanges de la modernité, reportages enquêtant sur les bienfaits de telle entreprise fleurant bon l'autogestion, revues se penchant avec condescendance sur la «*réconciliation des travailleurs avec leur entreprise*», émergence d'un culte de l'entreprise divinisée, etc... Dans ce concert, le quotidien *Libération* s'est particulièrement distingué par une opération, avortée, de déstabilisation de la confédération FO. Cette campagne, qui voudrait présenter le syndicat comme anachronique et dépassé par le «*nouveau consensus social*» - dicit Gattaz -, prend d'ailleurs une tournure incantatoire.

Pour notre part, nous ne croyons pas au surnaturel. Les raisons fondamentales qui ont conduit la classe ouvrière à s'organiser en syndicats subsistent plus que jamais. La lutte des classes n'est d'ailleurs pas seulement la manifestation concrète de l'antagonisme existant entre détenteurs ou gérants des moyens de production et ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Elle est aussi une forme de la dignité ouvrière, un acte par lequel le salarié affirme une volonté d'autonomie malgré le rapport de subordination qui le lie à son employeur.

Ceux qui prêchent pour la fin de la lutte des classes ou condamnent la grève ne s'inspirent pas de l'histoire du mouvement ouvrier et de la réalité de l'exploitation, mais des saintes écritures et des vœux pieux du patronat.

B. ROUSSELOT.

(1) A titre anecdotique, le département de l'Indre semble quelque peu accablé par l'histoire; c'est un ex-député de ce département, François Ckasseigne, qui devait devenir directeur de la propagande ouvrière sous le gouvernement de Vichy.

DEUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES DE L'APPAREIL STALINIEN...

LA CONFÉRENCE DES CHRÉTIENS POUR LA PAIX:

Depuis la seconde guerre mondiale, les communistes n'ont pas cessé d'essayer de faire pénétrer leur politique dans les milieux des croyants. Staline, devant l'agression hitlérienne, avait compris qu'il fallait faire appel aux convictions religieuses du peuple russe, et il a rendu quelques possibilités d'action à l'Eglise orthodoxe. Après la guerre, il a pensé qu'on pouvait se servir des clergés, des différentes confessions, si on pouvait les "noyauter" partiellement ou les domestiquer. Même dans les pays où l'Eglise a résisté à cette domestication, comme en Pologne, les communistes ont réussi à entraîner quelques prêtres dans des mouvements qui cherchent à grouper des croyants par exemple au nom de la paix (ainsi le mouvement *Pax* en Pologne) et à prendre contact avec des croyants ou des ecclésiastiques en Europe et dans le monde.

Le mouvement œcuménique de l'Eglise catholique leur a dans une certaine mesure facilité la tâche. La C.P.C. tient régulièrement des Assemblées pan-chrétiennes de la paix, la dernière a eu lieu à Prague en juin 1978: 680 délégués et observateurs de près de 100 pays. Alors qu'elle s'adressait jusqu'à présent surtout aux orthodoxes et aux protestants, elle dirige aujourd'hui ses efforts en direction des catholiques: en mars 1979, elle organisait à Berlin-Est une réunion consultative avant la conférence (dite de Berlin) des catholiques européens.

(en anglais: Christian Peace Conférence, C.P.C.)

Passée sous contrôle soviétique en 1968.

Dirigeants: Président: Karoly Toth (Hongrie)

Prés. du Comité de Continuation de la Conférence: Métropolitaine Filaret (de Kiev, U.R.S.S.)

Parmi les secrétaires: Pasteur A. Lazarus (France)

Organismes spécialisés:

- Conférence des Chrétiens pour la Paix latino-américaine et caraïbe
- Conférence africaine des Chrétiens pour la Paix,
- Commission de la Jeunesse,
- Commission de Théologie,
- Commission antiraciste,
- Commission féminine,
- Commission des Affaires internationales,
- Commission économique et politique

Association française affiliée:

• il n'y a pas d'organisation affiliée à la C.P.C. en France mais par l'intermédiaire du *Mouvement de la Paix français*, des ecclésiastiques protestants et catholiques participent à son activité.

Publication en français: *Le Courrier de la Paix*.

Adresse: Prague (Tchécoslovaquie).

Adhérents: pas d'éléments chiffrés.

Sec. général: Lubomir Mirejovsky (Tchécoslovaquie).

LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES RÉSISTANTS (F.I.R.):

La F.I.R. est issue, en juin 1951, d'un congrès organisé par la *Fédération Internationale des anciens prisonniers politiques du fascisme*, à laquelle elle a succédé. Elle n'a pas même envisagé, lors de sa création, de solliciter l'adhésion de l'*Association yougoslave des Vétérans*, ce qui d'emblée indiquait que son orientation était pro-soviétique. Théoriquement, son objet est de maintenir vivant le souvenir de ceux qui sont morts en combattant dans la Résistance, de défendre les droits des survivants, d'empêcher la renaissance du fascisme, de travailler à la paix des peuples. En réalité, elle a appuyé les grandes campagnes de la politique internationale de l'Union soviétique, dénonçant les «*revanchards*» ou «*les militaristes ouest-allemands*», réclamant par contre la reconnaissance de l'Allemagne de l'Est, puis, la création d'une zone neutralisée dans le centre de l'Europe, etc...

(en anglais: International Fédération of Résistance Movements, I.F.R.M.)

Adresse: Casteliezgasse 35 - Vienne 2 (Autriche) Fondation : juin 1951

Adhérents: environ 20 millions (d'après elle), 48 associations dans 20 pays européens et Israël;

Dirigeants: Président : Arnaldo Banfi (Italie) Secrétaire général: Alexis Lhote (France).

Organismes spécialisés: Commission médicale; commission historique; commission légale; commission sociale.

Association française affiliée: la *Fédération Nationale des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes*.

Publication en français: *Résistance Unie*.

FIGURES ANARCHISTES: NESTOR MAKHNO

Nestor MAKHNO (1889-1935): Né dans une famille de paysans pauvres, il est berger à l'âge de 7 ans. A 12 ans, il est garçon de ferme. Plus tard, il sera ouvrier-fondeur. La Révolution de 1905 en fit un révolutionnaire. Dès lors, il milita dans les rangs des anarchistes-communistes. En 1908, il échappa de peu à la peine de mort, et est enfermé à la prison centrale de Moscou. Il s'y cultivera. La Révolution de 1917 l'en sortira. Aussitôt libéré, Makhno retourne à son village natal Gulyai-Polyé (en Ukraine) où il organise les paysans pauvres. En juin 1918, il est à Moscou où il rencontre Lénine et Sverdlov. De retour à Gulyai-Polyé, il crée des milices paysannes. Il se bat à la fois contre les «koulaks» (gros propriétaires fonciers), les troupes de l'hetman Petlioura et les armées d'occupation austro-allemandes. Fin 1918: les bolcheviks lui proposent une alliance. Il accepte. Les villages libérés sont constitués en communes. Allié des bolcheviks, qui s'efforcent toutefois de l'absorber, Makhno et ses milices combattent le général tsariste Denikine. En juin 1919, en pleine guerre, les bolcheviks (ordres signés de Trotzky) interdisent les congrès politiques tenus par les «makhnovistes». Makhno est obligé de démissionner. Lorsque les troupes bolcheviques battent en retraite devant Denikine, en abandonnant l'Ukraine, Makhno reprend la lutte. En automne 1919, le général tsariste est défait. Janvier 1920 : les makhnovistes refusent d'obtempérer à l'ordre du gouvernement socialiste qui leur enjoint de se porter sur le front polonais. Ils sont décrétés hors la loi. Des détachements de l'armée Rouge les traquent. En été, nouvelle alliance avec les bolcheviks pour combattre Wrangel, cette fois-ci. Le 23 novembre, un ordre est donné par Frouzév (bolchevik) d'agir contre les makhnovistes. Plusieurs mois durant, Makhno se bat contre l'armée Rouge. Couvert de blessures, il s'exile, lorsque tout s'avère perdu. Il finit ses jours dans la misère à Paris.

De Makhno et de ses milices, reste le plus souvent un très mauvais souvenir. A la suite des bolcheviks, une légende s'est accréditée qui fait passer les anarchistes pour de véritables pillards. Les bolcheviks, Trotzky et Lénine, au premier chef, justifient les alliances successives qu'ils firent avec Makhno en soulignant le caractère provisoire de celles-ci. Radicale, la répression menée contre les anarchistes dénonçait ces derniers comme des ennemis aussi dangereux pour le socialisme que les *Gardes blancs*. Pourtant, un examen impartial des quelques documents accessibles incite à croire que les communistes ont, pour le moins, exagéré. Il nous est impossible d'affirmer que les makhnovistes ne commirent aucune exaction, et qu'ils se comportèrent en accord rigoureux avec leurs déclarations. Il semble indiscutable, par ailleurs, que Makhno et ses adjoints ne furent ni des «saints», ni des «militants modèles». Mais il nous semble sûr, vu les conditions de guerre civile de l'époque, que les anarchistes furent parmi les combattants qui commirent le moins d'excès. Cette appréciation, en fonction d'une comparaison avec les tsaristes et l'armée Rouge... Que voulaient les makhnovistes ? Leur «Manifeste» (1er janvier 1920) l'indique: «2- Toutes les terres appartenant aux monastères, aux grands propriétaires et autres ennemis passent aux mains des paysans qui vivent seulement du travail. 3- Les usines, entreprises, mines de charbon et autres moyens de production deviennent propriété de la classe ouvrière qui en assume la responsabilité de direction et d'administration. 6- La liberté de parole, de presse et de réunion est le droit de chaque travailleur et n'importe quelle manifestation contraire à cette liberté représente un acte contre-révolutionnaire». Expropriation donc du capital et transfert de la terre et des moyens de production entre les mains des classes laborieuses. Les Makhnovistes ne se limitent cependant pas à «l'action directe». Il est précisé dans le *Manifeste*, que: «Les paysans devront se rappeler et tenir compte non seulement de leurs intérêts personnels, mais aussi des intérêts communs du peuple travailleur», la classe ouvrière est appelée à «réunir toute la production du pays en une seule organisation». L'article 10 indique: «Reste libre l'échange des produits du travail ou de commerce de luxe, toujours quand il n'est pas administré par des organisations paysannes et ouvrières. On propose qu'un tel échange se fasse entre tous les travailleurs». Afin de réaliser un tel programme: «Le transfert (de la propriété) doit s'effectuer dans des réunions... Tous les paysans et tous les ouvriers sont invités à constituer des Conseils libres de paysans et d'ouvriers. Seront élus dans ces conseils seulement les ouvriers et paysans qui prennent une part active à une branche utile à l'économie populaire. Les représentants des organisations politiques ne pourront pas participer aux conseils, parce que cela pourrait nuire aux intérêts des travailleurs». Dans les régions libérées, les makhnovistes inciteront à la création de tels Conseils, mais ils ne failliront jamais à la règle: laisser les paysans et les ouvriers gérer eux-mêmes leurs propres affaires.

Par ailleurs, l'armée et la police sont abolies, ainsi que les dispositions du gouvernement léniniste. «Les travailleurs, est-il observé, devront résoudre eux-mêmes la question: quelles sont les dispositions du gouvernement communiste qui sont néfastes aux intérêts des travailleurs?». Ces principes établis, l'article

11 conclut: «Toutes les personnes qui s'opposeront à la diffusion de ce "Manifeste", seront considérées comme contre-révolutionnaires».

Que de telles décisions furent appliquées et s'avèrent viables, les documents en attestent. Elles furent, en tous cas, appropriées à ces temps de guerre civile. Les Conseils et les Communes auraient-ils dégénérés une fois l'élan révolutionnaire tombé? Les marxistes et les économistes et historiens classiques répondent «oui» en alléguant les complexités de toute gestion... Les anarchistes rétorqueront que l'expérience aurait montré que de tels embryons d'organisation libertaire auraient pu croître. Quoiqu'il en soit, il est acquis que les propositions makhnovistes répondaient aux aspirations de la paysannerie pauvre de l'Ukraine du Sud, et «collèrent» davantage que les schémas bolcheviks. On connaît les insuffisances du marxisme pour ce qui est du problème agraire.

Rencontre d'une figure prestigieuse, celle de Makhno, et de paysans en révolte, le mouvement prit parfois l'allure d'une épopée. Deux éléments essentiels constituaient le groupe militaire: les milices (qui restaient liées au peuple, lequel les ravitaillait et leur fournissait des recrues) et la cavalerie (qui était insaisissable pour l'ennemi). Il n'est pas exagéré de dire que ce fut aux makhnovistes que revint pour la plus grande part la charge de combattre et de vaincre Denikine. Makhno réussit aussi à défaire la cavalerie de Boudiany (armée Rouge) envoyée contre lui. Son nom - les paysans y accolaient «*batkho*» (père) - semait la terreur et soulevait l'enthousiasme. Plus d'une fois, des soldats de l'armée Rouge désertèrent par groupes pour venir le rejoindre.

On ne peut évoquer la figure de Makhno sans dire qu'il fut une sorte de génie de la guerre révolutionnaire.

LA FEDERATION DES CERCLES DE DÉFENSE LAÏQUE COMMUNIQUE...

ETATS GÉNÉRAUX :

Le dernier BN de la FCDL appelle à des Etats Généraux le 25 mai prochain à Paris (Clichy).

A travers ces Etats Généraux, il s'agit bien évidemment de redonner leur pleine activité à tous les CDL en nous adressant à tous les laïques, tous les démocrates, tous les participants aux listes laïques contre les conseils d'école, syndicalistes, élus qui entendent résister à la remise en cause de l'unité et de l'indivisibilité de la République, à l'égalité des citoyens devant la loi par la décentralisation et la régionalisation.

Il s'agit donc d'affirmer la présence de la FCDL, par le renforcement de ses cercles, comme pôle de résistance face à ceux qui ont abandonné la défense de la laïcité et des fondements de la démocratie en prônant la régionalisation et «l'implication» à tous les niveaux dans la logique de leur acharnement à défendre les institutions de la Vème République.

RÉUNIONS DÉPARTEMENTALES ET ÉTATS GÉNÉRAUX:

Nous nous proposons de rassembler 7 à 800 délégués de réunions qui auront lieu dans les différents départements. Ces réunions, dont la forme exacte (banquet, réunion publique, etc...) est laissée à l'appréciation des délégations départementales de la FCDL, viseront à rassembler des tribunes et des salles largement représentatives de la volonté de résistance de tous ceux qui restent attachés aux fondements de toute démocratie authentique. A cet effet, il serait souhaitable de préparer ces réunions départementales par des appels de la FCDL co-signé à titre personnel par un large éventail de militants, de personnalités du mouvement ouvrier et démocratique, qui pourraient sortir vers le 10 avril afin que les CDL disposent alors d'environ 4 semaines pour préparer les réunions départementales et en assurer le succès.

Le texte de la conférence de presse ci-joint permettra que le démarchage des signataires se fasse dans les plus brefs délais.

RÉUNION DES CDL ET DES DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES

Afin de mettre en œuvre toutes les dispositions utiles, il paraît nécessaire que les CDL ou les bureaux départementaux se réunissent très rapidement et au plus tard dans la semaine du 7 au 12 avril.

BUREAU NATIONAL

Le bureau national se réunira immédiatement après les congés de Pâques et discutera d'un texte pré-rapport aux Etats Généraux qui sera soumis à tous les CDL, à tous les laïques sous forme d'un 4 pages spécial «*Laïcité*» qui permettra ainsi de susciter les contributions particulières qui pourront faire l'objet de communications aux réunions départementales et aux Etats Généraux.

Ce «*Laïcité*» spécial parviendra aux CDL par la SNCF ainsi qu'aux abonnés aux alentours du 12 avril.

MULTIPLIER LES CDL, FAIRE ADHÉRER A LA FCDL, RENFORCER LES FINANCES DE “LAÏCITÉ”:

- Lors de cette campagne, certains CDL vont être amenés à se renforcer, d'autres vont se créer. C'est pourquoi nous demandons aux cercles de faire parvenir à Saint-Maur les noms d'éventuels nouveaux correspondants au responsable Laïcité.

- La FCDL entend faire lors de la préparation des Etats Généraux une vaste campagne d'adhésions et d'abonnements à Laïcité. Tous les CDL ont reçu les nouvelles cartes. Nous appelons les CDL à faire le nécessaire afin qu'une campagne massive d'adhésions et d'abonnements soit organisée.

“LAÏCITÉ”:

Afin de faire face aux exigences actuelles du combat laïque, le Bureau national propose de modifier la formule de «*Laïcité*», qui, compte tenu des difficultés financières, n'a pu paraître depuis plusieurs mois.

Il est proposé de transformer «*Laïcité*» en une revue trimestrielle qui s'attachera à développer les aspects théoriques, les fondements du combat laïque. Parallèlement, une «*Lettre aux laïques*», lettre militante du BN de la FCDL, remplaçant *Action Laïque*, avec une surface plus large, paraîtra tous les 15 jours et sera diffusée sur abonnement (modique environ 20fr./an).

Une lettre fera très prochainement part de cette proposition à tous les abonnés, nous demandons néanmoins à tous les CDL de les en informer dès maintenant. Les abonnements en cours seront évidemment reconvertis en la nouvelle formule.

F.C.D.L. - 56, avenue Diderot - 94100 Saint-Maur.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes
N° commission paritaire: 63 485.
Abonnement 1 an: 125fr.
Directeur de publication: A. HEBERT
Secrétaire de rédaction: Joël BONNEMAISON.
B.P. 132 F
44802 SAINT-HERBLAIN Cedex
